



Compte-rendu de la réunion

Secteur Santé & Services sociaux : Consultation stratégique

18-19 novembre 2013

OIT, Genève, Suisse

La Consultation stratégique s'est positionnée en faveur d'un engagement sur neuf priorités dans le secteur Santé et Services sociaux de la PSI :

1. **Lutter contre la privatisation**, notamment en :
 - suivant l'activité des **entreprises multinationales (EMN)** et des adeptes de la privatisation
 - menant des actions contre les conséquences des **ALE**
2. Mettre l'accent sur la **justice fiscale**, la fraude et l'évasion fiscales, notamment par la **TTF**
3. **Établir une cartographie** du secteur afin de soutenir les domaines d'action prioritaires
4. Faire de la **migration une question transversale**, et surveiller les agences de recrutement et les pourvoyeurs de main-d'œuvre, en levant le voile sur leurs profits
5. Protéger les travailleurs sociaux, et diffuser les bonnes pratiques en matière de syndicalisation
6. Répondre aux attaques menées contre les **droits syndicaux**, et développer la **stratégie** au niveau de l'OIT
7. Lancer un **forum pour le personnel infirmier** afin d'aborder les questions professionnelles particulières
8. Développer des **projets** qui étudient les questions liées à la santé et aux services sociaux
9. Lancer une campagne mondiale de la PSI en faveur du droit humain à la santé, en défendant **des services sociaux et de santé accessibles à tous** et en insistant sur la **nécessité absolue que l'État assure et finance** le SPS et la CMU.

La consultation stratégique a été lancée pour dresser le bilan et renouveler la stratégie de la PSI en matière de santé et de services sociaux, suite à l'adoption lors du Congrès de 2012, par les affiliés de la PSI, d'un vaste *Programme d'action* comprenant 4 résolutions sur la santé, et l'adoption, au terme de larges consultations au début 2013, d'un ensemble de priorités dans le cadre du mandat *Œuvrer pour le changement*.

Le présent compte-rendu synthétise les conclusions de la consultation et dégage les points d'action de la PSI et de ses affiliés pour 2014.

Quatre priorités majeures ont été considérées comme essentielles dans le cadre des initiatives de plaidoyer et des actions de la PSI, notamment :

- Lutter contre la privatisation
- Influencer la politique mondiale
- Promouvoir les droits syndicaux
- Syndicalisation et croissance

La pertinence de ces priorités en matière de services sociaux et de santé a servi de base à la consultation :

Lutter contre la privatisation Une large part des budgets gouvernementaux est affectée aux services sociaux et de santé, ce qui rend ce secteur attractif pour les intérêts privés. La crise financière et les mesures d'austérité ont ouvert la porte plus largement aux partisans d'un système payant. Le cas de la Grèce a montré les profonds changements qui pourraient intervenir dans quelques années. La lutte contre les multinationales au seul plan national n'est pas aisée ; l'un des éléments de la solution réside dans le partage des connaissances et des informations.

Influencer la politique mondiale Les accords de libre-échange (ALE) (en particulier, le Partenariat transpacifique (PTP), le traité de libre-échange UE-USA et l'accord sur le commerce des services (ACS)) mettent en péril les services publics à l'échelle mondiale. À l'inverse, la diversification accrue des besoins en services sociaux et de santé des populations a ouvert de nouvelles perspectives pour une intégration globale des services sociaux et de santé ; la PSI doit renforcer leurs liens et les considérer comme un seul et même secteur. Dans le même temps, la PSI doit assurer syndicalisation et croissance au-delà des cadres habituels des soins de santé afin d'englober la diversité du travail social.

Promouvoir les droits syndicaux Les actions de plaidoyer et les efforts entrepris en 2012-2013 ont révélé de nombreuses violations à l'encontre des syndicats des services sociaux et de santé : de plus en plus souvent, les pays sont confrontés à des politiques antisyndicales allant jusqu'à l'assassinat de dirigeant-e-s syndicaux/ales. La PSI a conduit une mission fructueuse au Guatemala en soutien aux travailleurs/euses des services sociaux et de santé.

Syndicalisation et croissance Le potentiel de croissance dans les services sociaux et de santé tirera parti d'une approche intégrée attentive à la santé au travail et à la migration de main-d'œuvre, des questions particulièrement significatives dans ce secteur.

Compte tenu des **activités actuelles de la PSI dans le secteur** en matière de migration internationale et du **cadre politique mondial** relatif à l'accès à la santé grâce à la couverture universelle et aux socles de protection sociale, les raisons abondent pour élargir les travaux du secteur à des questions d'intérêt mondial et pour saisir les occasions de renforcer le secteur par le biais des nouvelles priorités de campagne de la PSI en rapport avec la justice fiscale et les ALE. Par exemple, les administrations en charge des services sociaux seront appelées à mettre en œuvre les dispositions du programme de transfert des socles de protection sociale.

Discussions stratégiques Durant les deux journées de la consultation, se sont tenues des discussions portant sur les stratégies du secteur des services sociaux et de santé, notamment :

1. Lutter contre la privatisation (2 sessions) :

La réunion a permis de mettre en évidence les **méthodes et moyens propres à combattre la privatisation**, notamment par la recherche, la communication, la diffusion, la surveillance, la dénonciation et la condamnation des adeptes de la privatisation, le renforcement des alliances, la formation et l'éducation et les activités de lobbying au plan national. Ensemble, les participant-e-s ont souligné les dangers spécifiques aux **accords de libre-échange**, la pénétration préjudiciable des **entreprises multinationales**, les effets néfastes de l'action des **pourvoyeurs de main-d'œuvre** et des **agences d'emploi privées**, et la nécessité d'une **justice fiscale**, notamment par les taxes sur les transactions financières (TFF).

La consultation est également convenue de défendre les **principes fondamentaux** qui affirment que :

- la santé est un droit et un bien public
- c'est à l'État qu'incombe, en premier et en dernier ressort, la responsabilité de ces droits
- le gouvernement a comme rôle principal de garantir les services sociaux et de santé

Les participant-e-s à la réunion sont convenus que, outre la **dénonciation** de la privatisation et de ses adeptes, la PSI doit **encourager** les solutions de substitution. Les mesures de **dénonciation** portent aussi sur le discours de la privatisation qui dissimule les intentions réelles et manque de transparence ; sur les objectifs commerciaux du fait de leur incompatibilité avec la mission de santé ; sur l'externalisation des services essentiels ; sur le défaut de contrôle de la qualité et l'absence de normes ; sur l'inaccessibilité, le coût inabordable et l'inefficacité des services de santé privatisés ; ainsi que sur l'absence de responsabilité des intérêts du secteur privé.

Les mesures de **promotion** concernent la qualité des services publics, c'est-à-dire des Services publics de qualité ; la mission au profit des patient-e-s et de la communauté ; l'équité fondamentale, la solidarité et la justice sociale des services publics ; des services publics fondés sur un financement public démocratique ; les rôles et bienfaits des administrations publiques ; le potentiel de remunicipalisation, de renationalisation, de

récupération et de retour des services dans le giron public ; et le concept de santé comme droit et bien public.

Trait d'union entre campagnes de la PSI, syndicalisation et croissance Il a été reconnu que le succès des campagnes de la PSI pourrait avoir des retombées importantes sur la capacité des affiliés à recruter et sur la capacité de la PSI à augmenter le nombre de ses affiliés. Il a également été reconnu que le renforcement des syndicats et la création de fédérations fortes constituaient des moyens sûrs pour mener des campagnes efficaces.

2. Syndicalisation et croissance :

Deux présentations, l'une sur la **cartographie des secteurs**, l'autre sur **l'intégration des travailleurs/euses migrant-e-s du secteur de la santé**, constituaient l'arrière-plan des discussions.

Lors des débats qui s'en sont suivis, les points d'action suivants ont été décidés :

- les questions relatives à la migration de main-d'œuvre à intégrer aux travaux de la PSI
- encourager un investissement plus marqué dans les ressources humaines pour les services sociaux et de santé
- la poursuite du développement des bonnes pratiques, en particulier :
 - la syndicalisation des travailleurs/euses migrant-e-s
 - les *Pre-Decision Kits*, dossiers d'information pour les candidat-e-s à l'émigration que les affiliés des pays de destination (par exemple, Etats-Unis, Finlande) peuvent reproduire, constituent un outil novateur, utile en matière de syndicalisation
 - la multiplication des Bureaux de service aux migrant-e-s lancés par les syndicats de la PSI
- élaborer un passeport international de la PSI qui permette d'exporter l'affiliation syndicale et soit utile pour les travailleurs/euses migrant-e-s
- cartographier les agences de recrutement pour répertorier les « mauvaises » agences et faire campagne pour un recrutement éthique, en s'appuyant sur le Code de l'OMS, et pour la réglementation des agences de recrutement
- collaborer avec les organismes d'autorisation des pays de destination afin de défendre les qualifications, l'emploi et les conditions de travail des travailleurs/euses migrant-e-s
- contrôler les clauses et dispositions de la migration de main-d'œuvre figurant explicitement et implicitement dans les accords commerciaux et dans les projets de privatisation, d'externalisation et autres mesures prises par les EMN
- lier les questions de migration à la campagne en faveur de Services publics de qualité, en insistant sur l'égalité et l'accès pour tous, et en assurant la durabilité du personnel de santé et des services sociaux en vue de garantir la protection sociale.

3. Projets pour le renforcement syndical :

Cette séance s'est appuyée sur une présentation des **projets en cours de la PSI**.

Les points suivants ont été décidés :

- la cartographie constitue à la fois un objectif et un aboutissement utiles des projets
- il est essentiel de construire et de renforcer la direction (le « leadership ») des syndicats ; documents à élaborer
- partager les défis et difficultés contribue à consolider les syndicats, notamment au moyen de sites Web et de l'échange d'informations sur des sujets comme les ALE et les EMN
- pour favoriser la solidarité intersyndicale, les syndicats peuvent échanger leurs recruteurs

4. Autres actions :

La discussion a permis de dégager quelques pistes de réflexion :

- des ateliers régionaux pour débattre et approfondir les questions mondiales
- l'élaboration de documents d'information et de recherche pour faire pression contre les ALE, en mettant en avant le fait que les travailleurs/euses ne sont pas une marchandise
- l'élaboration de documents d'information et de recherche pour faire pression contre les EMN
- l'organisation de campagnes en faveur de la question du rapport infirmier/ière : patient-e-s
- mettre l'accent sur la justice fiscale, la fraude et l'évasion fiscales et le rôle de la TTF
- associer la migration aux questions de ressources humaines qui régissent la demande de main-d'œuvre des multinationales et aux conséquences des ALE pour les travailleurs/euses du secteur des services, ainsi qu'aux conditions de travail du personnel infirmier et à la question du rapport infirmier/ière : patient-e-s
- les journées d'action mondiale de la PSI, et la diffusion des positions de la PSI au niveau mondial

Bilan et établissement des priorités :

Globalement, les priorités fixées sont les suivantes :

1. **Lutter contre la privatisation**, ce qui nécessite de mener des actions et des études sur les **EMN**, et sur l'incidence des **ALE** en matière de services sociaux et de santé
2. Mettre en avant l'étendue de la fraude et de l'évasion fiscales et le besoin de **justice fiscale**, y compris la **TTF**, et son apport potentiel dans le financement de la couverture maladie universelle et des socles de protection sociale
3. **Cartographier** les services sociaux et de santé
4. **Protéger les travailleurs sociaux**, notamment en organisant les services sociaux dans le secteur social et de la santé et en élaborant des politiques spécifiques
5. Considérer la **migration comme un thème transversal** issu des accords commerciaux tels que les AGCS et de la perception de la main-d'œuvre en tant que marchandise ; repérer et dénoncer les **agences de recrutement** et les pourvoyeurs de main-d'œuvre
6. Des **projets** pour répondre au besoin de créer des réseaux de services sociaux et de santé dans toutes les régions et partout dans le monde
7. Toujours répondre aux attaques dirigées contre les **droits syndicaux**, et développer la stratégie au niveau de l'OIT
8. Lancer un **forum pour le personnel infirmier** afin de traiter les questions professionnelles particulières telles que le rapport infirmier/ière : patient-e-s
9. Lancer une campagne mondiale de la PSI en faveur du droit à la santé afin de renforcer le concept de **services sociaux et de santé accessibles à tous** qui soient, **avant tout, assurés et financés par les pouvoirs publics** ; et veiller à ce que notre message soit entendu comme contribution particulière de la PSI au **SPS** et à la **CSU**.

L'appel à l'implication en matière de suivi a débouché sur des propositions et des suggestions de la part des participant-e-s :

- Partager les informations émanant des recherches et publications existantes sur les EMN et les ALE (AFT, FIQ, UNISON, DENOSA) ; sur la justice fiscale (FSESP, UNISON) ; sur le recrutement des travailleurs/euses de la santé (FIQ) ; sur les dossiers d'information pour les candidat-e-s à l'émigration – « pre-decision kits » (NSWNMA)
- Soutenir la création d'un réseau de personnel infirmier capable de promouvoir la question du rapport infirmier/ière : patient-e-s (FIQ, UNISON, EPSU, NSWNMA, AFT, TEHY)
- Faire campagne en faveur de la question du rapport infirmier/ière patient-e-s et pour la TTF sous l'égide d'affiliés des personnels infirmiers (NSWNMA, FESPROSA)
- Les affiliés entreront en contact avec les travailleurs sociaux au sein des syndicats de la santé

Il a également été proposé :

- de profiter des Comités exécutifs régionaux pour organiser des séminaires consécutifs sur les questions du commerce et de la taxation

- que la PSI, sous l'autorité du Secrétaire général adjoint, prenne en main la question nouvelle des intervenants de première ligne des services publics dans les situations de catastrophe et d'urgence
- que la PSI initie un travail de cartographie pour la croissance et la syndicalisation en lien avec les projets
- que la PSI fasse des propositions concernant la marche à suivre et définisse un programme de contributions collectives
- que la PSI crée une page Web pour le forum du personnel infirmier
- que la PSI organise une campagne mondiale et assure le lancement de l'événement ; un appel à slogans a été lancé
- que la PSI convoque une réunion sectorielle au dernier trimestre 2014, en rapport au lancement de la campagne

Annexe 1

**Internationale des services publics
Secteur Santé & Services sociaux : Consultation stratégique
18-19 novembre 2013
OIT, Salle III, Genève, Suisse**

Lundi 18 novembre 2013 - 1ère journée

9h00	Discours d'ouverture : Allocution de bienvenue, objet de la réunion et ordre du jour	Rosa Pavanelli, Secrétaire générale
9h30	Présentation par les participant-e-s : Présentation personnelle des affiliés et remarques liminaires sur les principales questions relatives au secteur de la santé	3 minutes par participant-e
11h00	Activités du secteur de la santé et des services sociaux, cadre politique et priorités des campagnes de la PSI	Odile Frank, Responsable Santé et Services sociaux
11h30 (à 12h30)	Lutter contre la privatisation 1 : Campagnes contre la privatisation et en faveur de la remunicipalisation (rétablissement des services publics), campagnes contre les ALE, et financement des systèmes de santé	discussion libre
14h00	Lutter contre la privatisation 2: Suivre les travailleurs/euses des services sociaux et de santé privatisés et les organiser/resyndiquer	discussion libre
15h00	<i>Résumé des thèmes de discussion, des bonnes pratiques et des actions pour suivi par 1) les affiliés ; 2) la PSI en soutien aux affiliés ; 3) la PSI pour faire avancer l'agenda mondial</i>	
15h45	Syndicalisation et croissance 1 : Cartographie des secteurs – buts et méthodes	David Boys, Secrétaire général adjoint
16h00	Syndicalisation et croissance 2 : L'intégration des travailleurs/euses migrant-e-s de la santé	Genevieve Gencianos, Coordinatrice Migration
16h15	Syndicalisation et croissance 3 : L'intégration des services sociaux	discussion libre
17h15 (à 17h30)	<i>Résumé des thèmes de discussion, des bonnes pratiques et des actions pour suivi par 1) les affiliés ; 2) la PSI en soutien aux affiliés ; 3) la PSI pour faire avancer l'agenda mondial</i>	

Mardi 19 novembre 2013 - 2ème journée

9h00	Projets liés au secteur des services sociaux et de santé : situation actuelle et plans futurs	Jasper Goss, Coordinateur Projets
9h30	Faire le lien entre le secteur des services sociaux et de santé et les projets de renforcement syndical : aller de l'avant	discussion libre
11h00	Aborder les questions relatives au secteur des services sociaux et de santé : autres pistes d'action	discussion libre
12h00 (à 12h30)	<i>Résumé des thèmes de discussion, des bonnes pratiques et des actions pour suivi par 1) les affiliés ; 2) la PSI en soutien aux affiliés ; 3) la PSI pour faire avancer l'agenda mondial</i>	
14h00	Bilan du suivi par les affiliés et établissement des priorités	
14h30	Bilan du suivi par la PSI en soutien aux affiliés et établissement des priorités	
15h00	Bilan du suivi par la PSI pour faire avancer l'agenda mondial et établissement des priorités	
16h00	Observations finales par les affiliés	
17h00 (à 17h30)	Discours de clôture	Rosa Pavanelli

